Document généré le 7 juin 2025 01:20

Recherches sociographiques

Jocelyn BERTHELOT, *Une école de son temps. Un horizon démocratique pour l'école et le collège*

Jean-Pierre Proulx

Volume 38, numéro 2, 1997

L'école

URI : https://id.erudit.org/iderudit/057130ar
DOI : https://doi.org/10.7202/057130ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Proulx, J.-P. (1997). Compte rendu de [Jocelyn BERTHELOT, *Une école de son temps. Un horizon démocratique pour l'école et le collège*]. *Recherches sociographiques*, *38*(2), 353–356. https://doi.org/10.7202/057130ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1997

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Les difficultés d'intégration des immigrants dans les sociétés actuelles me semblent relever bien plus de la notion ambiguë de la nation, des problèmes économiques, sociaux, politiques et autres que des connaissances culturelles des immigrants — qui renvoient elles-mêmes à une conception culturaliste de la nation » (p. 95).

Albert DOUTRELOUX

Jocelyn BERTHELOT, *Une école de son temps. Un horizon démocratique pour l'école et le collège*, Québec et Montréal, Centrale de l'enseignement du Québec et Éditions Saint-Martin, 1994, 288 p.

Cet ouvrage constitue la plus récente contribution de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) au débat sur « la mission et les finalités de l'éducation ». Son auteur, attaché de recherche à la Centrale, l'a préparé comme outil de réflexion en vue du congrès de 1997. Entre-temps, il aura servi à nourrir la pensée de la CEQ pour les États généraux sur l'éducation de 1996.

Le débat sur les finalités et les buts de l'éducation est récurrent au Québec. Lancé en 1969 par le Conseil supérieur de l'éducation dans son célèbre rapport sur l'*Activité éducative*, il a connu une première phase qui s'est close dix ans plus tard avec la publication de *L'école québécoise. Énoncé de politique et plan d'action* (1979) du ministre de l'Éducation de l'époque, M. Jacques-Yvan Morin. On y trouvait l'énoncé des finalités, valeurs, buts et objectifs de l'école québécoise, qui sont toujours officiellement restés les mêmes.

À compter de 1985 surtout, les discussions publiques ont porté davantage sur l'ordre des moyens et la qualité de l'éducation. Et pour cause : le décrochage touche plus de 35 % des jeunes et le taux d'échec au test de français pour l'admission à l'université atteint les 45 %.

L'ouvrage de Berthelot apporte à la reprise du débat sur la mission de l'école une contribution significative. D'abord, parce qu'elle a de la perspective. L'auteur a choisi de situer le problème dans le temps, passé, présent et futur. On y trouve l'exposé, inspiré largement de la synthèse de Louis-Philippe Audet, des grands moments du développement de l'école québécoise (chap. 1). Le regard sur l'avenir (chap. 2) porte plus précisément sur les « tendances irréversibles qu'il s'agisse de la mondialisation, de la conscience écologique, des changements familiaux, du rôle accru de l'information » (p. 71). Berthelot tente, à partir de cette thématique, d'« identifier les défis à relever, les problèmes à résoudre, les contraintes à dépasser ». Son analyse se situe loin de la futurologie facile et aboutit chaque fois à des conclusions modestes qui apparaissent plutôt comme un nouveau questionnement.

Le chapitre 3 intitulé « Démocratie et éducation » forme le cœur de l'ouvrage. C'est là que l'auteur répond clairement à sa question initiale : quelles sont les finalités ou la mission de l'école ? Il commence à cet égard par examiner quatre modèles déjà connus : l'école « industrielle », « marchande », « traditionnelle » et « nouvelle ». La typologie est honnêtement construite, bien que forcément réductrice. Mais elle remplit bien son rôle : illustrer les finalités dominantes de l'école, puis les conceptions de la personne et de la société qui les caractérisent. Le lecteur comprend mieux que l'école ne trouve pas tout son sens en elle-même : elle n'est jamais détachée du corps social et des intérêts qui y foisonnent.

C'est à ce point-ci que Berthelot commence véritablement sa réflexion philosophique pour dire les « valeurs fondamentales » qui devraient, à son avis, donner sens à l'école de notre temps. Il les puise dans la célèbre trilogie républicaine : égalité, fraternité et liberté qu'il appelle les « trois piliers de la démocratie ». C'est sur elle qu'« il faut chercher à fonder l'éducation » dans un nouvel équilibre entre la dimension individuelle et sociale de la personne. Dès lors, dit-il, la finalité de l'éducation consiste à former « un sujet démocratique ».

Il y a là une rupture avec l'énoncé traditionnel qui fait du « développement intégral de la personne », la finalité de l'éducation et, plus globalement avec l'*École québécoise* de 1979. Aussi, se serait-on attendu à une justification de cette mutation. On ne change pas de cap en éducation, comme on change le programme de géographie. Ce silence nous paraît une lacune importante de l'ouvrage.

Le rapport établi entre la triade républicaine et l'éducation permet d'entrevoir la portée d'un projet d'école fondé sur elle. Elle vise à former une personne autonome, mais qui a, face à lui, une personne possédant la même liberté, tension qui se résout dans l'acceptation de la troisième dimension : le partage en vue du bien commun. Les développements proposés sur ce thème sont riches et stimulants et s'articulent plus précisément autour de la formation fondamentale, de la cohérence nouvelle à instaurer à l'école, et des apprentissages à acquérir au-delà de l'enseignement. Berthelot propose enfin à l'école de partager sa mission démocratique en s'ouvrant sur l'extérieur, son milieu, notamment par le moyen des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Le chapitre suivant est consacré à élaborer de façon plus précise, encore qu'assez générale, le projet démocratique de l'école et du collège. La réflexion s'articule autour de deux axes : la réussite pour le plus grand nombre ainsi que l'autonomie et la responsabilisation des établissements.

Sur le premier thème, Berthelot redit les convictions bien connues chez les penseurs de la CEQ : « Il faut, écrit-il, en finir avec cette conception vétuste selon laquelle la réussite des uns n'a de sens que si elle se conjugue avec l'échec des autres » (p. 168). Son analyse de la situation et les propositions qu'il en tire sont cohérentes et

convaincantes. Ses propos sur la petite enfance et l'immense retard qu'accuse le Québec dans ce domaine, donnent particulièrement à réfléchir.

Mais ce sont ses pages sur l'autonomie des établissements, dont il propose de faire des « cités éducatives », qui retiennent surtout l'attention. La bonne école, on le sait, est celle où les buts et les objectifs sont clairs et explicites et, surtout, partagés par toute la communauté éducative. Cela suppose que ceux-ci ne soient pas tous imposés de l'extérieur. L'auteur souscrit pleinement à cette tendance. Mais en même temps, constate-t-il, plusieurs écoles publiques sélectionnent leurs étudiants selon la performance, le sexe, l'origine ethnique ou l'appartenance religieuse. Bref, l'école devient sélective. « On retrouve encore une fois, écrit-il, la tension démocratique entre l'égalité et la liberté. » Berthelot consacre donc une bonne partie de sa réflexion à juguler cette tension, en prenant clairement position sur un principe : « la principale caractéristique pour l'école de base est d'être commune » (p. 222). Aussi rejette-t-il les « ghettos sociologiques et idéologiques », sans pour autant mettre en cause les projets éducatifs novateurs pourvu qu'ils soient « ouverts à tous les élèves et à tous les parents qui en partagent la philosophie » (p. 223). Bref, oui à l'école internationale pourvu qu'on n'en exclut *a priori* personne par des tests sélectifs.

C'est à partir des mêmes fondements qu'il propose pour l'école commune une « laïcité ouverte » et remet en cause l'école privée subventionnée dont le caractère élitiste ne lui paraît pas « compatible avec le projet démocratique d'une école commune » (p. 251).

Berthelot aborde, dans ce même chapitre, une autre question controversée : « Le syndicalisme enseignant, écrit-il, n'a désormais pas d'autre choix que d'intégrer plus étroitement sa composante professionnelle » (p. 228). Nul doute, à cet égard, qu'un immense progrès reste à faire. Malheureusement, trop peu de place est accordée à une hypothèse maintes fois soulevée depuis le rapport du Conseil supérieur de l'éducation de 1984 sur la « condition enseignante » : celle qui ferait passer la professionnalisation de l'enseignant par une autre voie que le syndicalisme. L'auteur craint l'affaiblissement du « versant syndical de l'action collective enseignante ». C'est l'équilibre entre les deux versants, syndical et professionnel, qu'il faut plutôt chercher. Constatons pour l'heure que cet équilibre reste à faire et que peu de gens, hormis à la CEQ, sont convaincus qu'il peut être atteint au sein de la même organisation.

Concluons. L'ouvrage de Berthelot tire sa première richesse de l'originalité de son fondement philosophique. Le discours marque une rupture avec l'époque marxisante des années 1970, mais, en même temps, il se situe en continuité avec une conception sociale de l'école indiscutablement plus riche que l'individualisme pernicieux du néolibéralisme qui souffle sur elle.

Sa richesse lui vient ensuite de son caractère systémique. L'auteur a analysé l'école comme un tout et en propose un modèle de développement cohérent exempt de dogmatisme. Au contraire : il y a place à débat.

Signalons enfin la qualité et l'abondance des sources. Philippe MEIRIEU, m'a-t-il semblé, occupe une place d'honneur. Les penseurs et chercheurs français y tiennent une position qui, pour une fois, rétablit un juste équilibre avec nos voisins du Sud. De plus, l'ouvrage est fort bien écrit, clair et abordable. Il constitue pour des étudiants en formation à l'enseignement un lieu intéressant d'apprentissage. J'en ai déjà fait le test avec succès.

Il reste à savoir quelle influence concrète aura *Une école de son temps* dans la redéfinition de l'école québécoise au cours des prochaines années. Au premier chef, il doit atteindre les enseignants eux-mêmes à qui il est d'abord destiné. Il y a là, pour la CEQ, un immense défi car les 70 000 enseignantes et enseignants québécois ressemblent terriblement à l'ensemble de leurs concitoyens !

Jean-Pierre PROULX

Faculté des sciences de l'éducation,
Université de Montréal.

Bernard JASMIN, *De l'éducation*, Montréal, Guérin, 1994, 146 p.

Bernard Jasmin constate l'échec de la Réforme du système d'enseignement au Québec, issue des recommandations du rapport Parent. Ce propos sur notre histoire récente n'est pas celui d'une personne qui a regardé le train passer ; c'est au contraire celui d'un artisan et d'un penseur. Philosophe de formation, Jasmin fut d'abord professeur au collège puis à l'École normale Jacques-Cartier, et devint, au début des années 1960, le premier directeur de la première commission scolaire régionale. Il passa ensuite à la Faculté d'éducation de l'Université Laval.

L'échec de la réforme tiendrait en premier lieu à des causes internes. Le manque de préparation des enseignants, la « centralisation administrative », le « syndicalisme de type industriel », la taille démesurée des écoles sont des facteurs qui ont contribué à la faire dévier. À cela il faut ajouter les causes de « société » : « l'emprunt désastreux d'un type d'école secondaire », la mince contribution au savoir du Canada français, la « torpeur face à la perte salutaire de la tradition ».

Au-delà des questions administratives et de l'analyse sociologique, l'échec de la réforme doit se comprendre comme oubli de la culture. Jasmin est pénétré du problème du rapport entre la culture et la pédagogie. Son premier chapitre, un texte d'époque publié dans *Cité libre*, traite du renouvellement de l'enseignement secondaire par les sciences humaines, problème qu'a soulevé Marcel RIOUX dans les années 1950. Si l'enseignement secondaire doit être une « propédeutique à la vie de l'esprit », les